

« Mes parents ont choisi de vivre de façon frugale. Je leur en suis reconnaissant »

Un père médecin communiste, une mère avocate engagée socialement, une enfance dans les quartiers pauvres de Charleroi : les racines de l'intellectuel Paul Magnette.

E

Ejecté de l'Elysette le 28 juillet, l'ex-ministre-président wallon Paul Magnette se montre serein en nous recevant, moins d'un mois plus tard, dans sa maison d'ingénieur des charbonnages de Mont-sur-Marchienne. Pull noir, pantalon anthracite, lunettes noires : nouveau look pour une nouvelle vie ? Le socialiste l'assure : il a passé « les meilleures vacances de sa vie » : « j'ai eu plein de temps avec ma compagne, mes enfants. Je retrouve une vraie sérénité, je dors mieux. » Si amertume il y a, il n'en montre rien. Mais il se livre « comme jamais » et règle quelques comptes, en particulier avec Benoît Lutgen qui l'a « trahi personnellement ». La trahison, on le verra, presque un fil conducteur...

Ses racines sont ici, à Charleroi. Où ses parents se sont installés. Des parents et grands-parents qui ont fait de lui, il le reconnaît d'emblée, ce qu'il est : « J'ai eu la chance d'avoir une famille complexe. Du côté de ma mère, c'était plutôt la classe moyenne supérieure. Mon grand-père était employé de banque à la base, il est ensuite devenu ingénieur dans une usine chimique qui fabriquait des produits pour des tanneries dans la région de Tournai. Comme les tanneries fermaient, il s'est mis, à partir des mêmes composants chimiques, à fabriquer des boules de billard. C'était malin : aujourd'hui

« Après le divorce de mes parents, on a vécu à 9, plus un chien, un chat, même un

singe à une époque ! »

cette entreprise vend 95 % des boules dans le monde ! Du côté de mon père, c'étaient davantage des agents de l'État. Mon grand-père était militaire. Son père était cheminot, ses oncles et tantes étaient enseignants. Entre ma mère et mon père, c'étaient deux mondes très différents. D'un côté, la Picardie, Tournai : ma grand-mère était française, mon grand-père était d'origine flamande. De l'autre côté, la région liégeoise et le Condroz. »

Où se rencontrent-ils ?

A Louvain, en 1967. Mon père étudiait la médecine, ma mère le droit. La famille de ma mère était catholique-conservatrice, celle de mon père, libérale-laïque. Ils sont devenus de gauche dans le tourbillon de mai 68, dont ils ont épousé toutes les grandes causes. Ils ont rompu en quelque sorte avec les univers familiaux.

Leur conscience politique naît alors ?

Oui, je suppose. Louvain dans les années 1968-1969-1970 – je suis né en 1971 –, c'était l'époque où les étudiants faisaient des bébés et les gardaient en communauté. Alors que j'ai à peine 100 jours, ils arrivent à Marchienne-au-Pont, dans le quartier ouvrier. C'était un choix politique et social. Aucun des deux n'était carolo. Mais ils étaient convaincus que Charleroi était le terreau des luttes sociales de toute éternité et que c'était là aussi qu'étaient les plus grands besoins pour venir en aide aux gens. Mon père avait des propositions de bourse pour faire de la recherche, mais il a décidé de devenir généraliste pour aider les plus précarisés. Et ma mère, comme avocate, s'est toujours occupée des plus fragiles. Elle a notamment participé aux commissions de régularisation des sans-papiers dans les années 2000. Ensemble, ils ont fondé ce qui s'appelait "L'autre Maison", une maison au cœur de Roux, dans un quartier très défavorisé à l'époque, où il y avait à la fois des médecins, des avocats, des kinés, des infirmières et où tous ceux qui se sentaient abandonnés pouvaient retrouver une série de services fondamen-

taux. Mes parents avaient donc un engagement politique dans la vie sociale mais pas dans les partis. On a fait toutes les manifestations contre les missiles, les manifestations de défense des résidents étrangers, on a participé à tous les grands mouvements sociaux quand la sidérurgie a commencé à fermer à Charleroi... On avait une grande R4 blanche avec un immense autocollant « Nucleaire, non merci ! ». La totale soixante-huitarde, quoi.

Votre père vous décodait tout cela ?

On écoutait religieusement la radio à table (on n'avait pas la télé avant mes 12 ans) et on évoquait le dernier mouvement en Palestine, tous les grands mouvements du monde... Mes parents lisaient aussi énormément : il y avait des murs de livres, de poche, politiques, d'histoire, de médecine. C'était très pénétré d'engagement politique, mais sans qu'aucun de mes deux parents n'occupe jamais aucun mandat. Mon père a été candidat sur les listes du Rassemblement wallon pour faire plaisir à un copain, puis sur les listes du Parti communiste. Mais il n'a jamais été élu.

Comment viviez-vous tout cela enfant ?

Tout enfant pense que sa famille est la seule normale. Même si, quand j'allais chez mes grands-parents, c'étaient tout de même d'un côté, la famille bourgeoise – ma grand-mère française avait un peu étudié la philosophie – et de l'autre la famille plus terrienne qui avait des poules, des lapins, des moutons, un immense potager. On n'a jamais vécu en communauté, mais les familles étaient beaucoup plus mélangées que maintenant. On était toujours les uns chez les autres. Quand on était malade, mon père regardait si chez ses patients, un enfant souffrait du même mal que nous, pour nous déposer chez lui. Je me suis parfois retrouvé dans des familles marocaines, un peu perdu mais choyé comme le roi du monde parce que j'étais le fils du docteur ! C'était une vie extrêmement ouverte. On délogeait sans arrêt, on partait en vacances à trois ou quatre familles avec des tentes vers des destinations improbables.

C'est-à-dire ?

On a fait quasi toute l'Europe centrale, avant la chute du Mur. On a fait la Po-

logne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Suède, la Yougoslavie, dont j'ai de très bons souvenirs. L'Italie un an sur deux.

Votre père avait une nostalgie de l'Est ?

Non, il était d'un communisme à l'italienne, un communisme critique. Je me souviens quand on allait en Hongrie, qu'il lisait les livres de dissidents hongrois et discutait avec des médecins locaux. Il disait : « Ils ont un niveau de médecine et d'enseignement remarquable, mais c'est épouvantable que les libertés soient ainsi bafouées. »

Tout n'était pas formidable. Je me souviens ainsi de la Bulgarie en 1986 ou 1987, il d'un mot, « Niama », qui veut dire : « Il n'y en a plus ». Mais c'était très intéressant. On avait l'impression d'être passé dans une machine à remonter le temps. Notre arrivée en Golf suscitait un réel attrait alors qu'ici, c'était la voiture la

plus banale. Et on se faisait faucher nos baskets Adidas quasi systématiquement. En revanche, les cigarettes ne coûtaient presque rien et la vodka non plus. On était toujours en bande. D'autant qu'après la séparation de mes parents, la compagnie de mon père était issue d'une famille très large.

On a raté un épisode : vos parents ont divorcé ?

J'avais six ans. Mon père était très précoce en tout...

La vie a continué ensuite un peu de la même façon sinon qu'on déménageait tout le temps, surtout parce qu'on était locataires. Ce qui fait que j'ai quasiment habité dans les 15 localités carolos. A l'époque, je vivais avec ma mère mais je voyais mon père un week-end sur deux et un peu plus. Il s'était mis en ménage avec une femme qui avait trois enfants. On était 9 plus un chien, un chat et même un singe à une époque ! Mon père avait grandi en Afrique, de 5 à 17 ans : il était africain ou presque. Et un jour, sur le marché de Charleroi, on tombe sur un singe et on lui demande de l'acheter.

Je me souviens de ces années-là comme des années d'extraordinaire liberté.

Quelle personnalité, votre père...

Il a été très marqué par l'expérience coloniale comme beaucoup de fils de colons. Son père était militaire-instructeur, sans grade, un « petit » colon. Ce n'était pas la grande bourgeoisie coloniale. Mais mon père allait chez les Jésuites, était conduit en voiture tandis que les autres enfants de sa classe couraient derrière la voiture. Il racontait des milliers de souvenirs comme celui-là qui disaient l'injustice crasse qu'il y avait entre les blancs et les noirs. Tout cela l'a très fortement marqué. C'était vraiment un Africain blanc, c'était très particulier.

Vu la place prise par ce père dans votre vie, quand il meurt, c'est...

Il meurt des suites d'une très longue maladie. Il m'avait dit : « Je ne vivrai plus très longtemps, je ne serai jamais grand-père. » Je savais donc qu'il allait mourir, mais tout

de même il est mort à 39 ans, c'est vachement jeune. Comme Boris Vian ou le Che. Donc, oui, c'est un choc à tous points de vue. Un choc affectif. Mais en plus une famille sans père, c'est compliqué à organiser. D'ailleurs, j'ai remarqué qu'en politique, plein de gens étaient dans une situation similaire. Elio Di Rupo n'a pas connu son père, Rudy Demotte l'a perdu très jeune, Joëlle Milquet, Maxime Prevot... On a l'impression que chez les gens qui font de la politique, soit il y a trop de père, soit il n'y en a pas assez...

Rimbaud dit : « On n'est pas sérieux quand on a 17 ans. » Mais là, j'ai été forcé de l'être. En plus, je suis l'aîné avec deux petits frères, une petite sœur. Ce qui me touche, c'est qu'encore aujourd'hui, on me parle très souvent de mon père. Il y a quelques jours, une dame me téléphone et me dit : « Quand ma mère a été très malade, votre père est passé tous les jours et ne s'est jamais fait payer. » Il avait accompagné sa fin de vie, ce qui à l'époque pouvait conduire en prison. 30 ans après sa mort, on me parle encore de lui, quasi chaque semaine, alors que lui ne nous en racontait rien.

C'est très touchant de découvrir tout cela longtemps après. Je le voyais rentrer certains jours effondré et on apprenait deux ou trois jours plus tard qu'il avait essayé de sauver quelqu'un et qu'il n'y était pas

parvenu.

Nous avions parfois des relations un peu

conflituelles. Il était très progressiste en politique mais beaucoup moins sur les sorties. Il fallait rentrer à minuit, à vélo. Si on avait fumé un pétard, il fallait dormir sur le trottoir ! Je me suis souvent demandé comment notre relation aurait évolué s'il avait toujours été là. Aujourd'hui, ce qui me revient surtout, ce sont des choses plus personnelles. Il a ainsi toujours cherché à nous apprendre plein de choses, et comme son enfance en Afrique faisait qu'il était très proche de la nature, il nous a appris à faire le potager, allumer du feu même quand il pleut, utiliser une foreuse, faire des nœuds, construire des cabanes, décapsuler des bières sans décapsuleur. Finalement, l'addition de toutes ces petites choses est peut-être plus précieuse que tout le reste.

Contrairement à vos parents, vous n'avez pas rompu avec votre milieu familial ?

Avec ma mère, j'ai toujours eu une relation assez proche. Aujourd'hui, elle est retraitée, elle pourrait partir en vacances toute l'année, mais elle continue son engagement, visite des détenus en prison... D'une manière générale, j'ai une immense admiration pour l'engagement de mes parents.

On a grandi dans une frugalité volontaire. On a habité dans des quartiers populaires, des petites maisons de coron, un milieu très multiculturel. La moitié des enfants de ma classe était d'origine turque ou marocaine en première primaire à Roux. C'était un choix. Mes parents auraient pu vivre dans des conditions matérielles très confortables. Mais ils ont fait le choix de vivre de manière très frugale. Et je leur en suis très reconnaissant. Sauf peut-être de porter le pantalon de mes cousins ! Mais à part cela, on n'a manqué de rien. On a eu des vacances formidables. Même si on n'a jamais été à l'hôtel, même si on a toujours été sous tente, c'étaient les plus belles vacances du monde. ■

**Propos recueillis par
MATHIEU COLINET
BÉATRICE DELVAUX
MARTINE DUBUISSON**

PARCOURS

« Je n'ai jamais rien choisi »

Pendant longtemps, Paul Magnette n'a pas voulu faire de politique. A 17-18 ans, il rêvait même d'être journaliste. Une idée qu'avait aussi pour lui un professeur de français qui l'a marqué : *« A l'époque, j'hésitais entre enseignant et journaliste, mais lors d'une réunion de parents, ce vieux professeur de français, Jean Dujardin, m'avait dit que je devais écrire. »* Mais Paul Magnette se détourne du journalisme après un stage à La Nouvelle Gazette de Charleroi. *« C'était au moment du retour à la liberté de Paul Vanden Boeynants. C'était passionnant, mais je ne suis guère un oiseau de nuit. Or, ces anciens journalistes travaillaient surtout en fin de journée ! Je me voyais déjà père à l'époque ; père et journaliste, ça me semblait compliqué à combiner. Par la suite à l'université, dès la 2^e candi, je me suis vraiment passionné pour les sciences po. Ensuite, on m'a proposé de faire une thèse. J'étais alors embarqué. En fait, je n'ai jamais rien choisi véritablement. Jean Dujardin m'a dit : "Tu seras journaliste." Mario Telo, mon professeur de sciences politiques m'a dit : "Tu feras une thèse." Ensuite, Elio Di Rupo m'a dit : "Tu feras de la politique." »* Et il y a aussi l'avis déterminant de sa maman : quand Elio Di Rupo lui propose de devenir ministre wallon, il lui demande son avis. Réponse : *« Si tu n'y vas pas maintenant, tu vas le regretter. »* Donc, il y va. Quand Louis Michel tente de le débaucher, elle ne lui parle plus pendant une semaine. Ce qui ne fait que conforter sa décision de refuser.

M.C. B.DX ET MA.D.

Paul Magnette

Paul Magnette est né le 28 juin 1971 à Louvain. Licencié en sciences politiques, il entreprend une thèse de doctorat (Citoyenneté et construction européenne), reçue en 1999. Professeur à l'ULB, il entre en politique en 2007. Il est successivement ministre wallon et fédéral. A l'issue des élections régionales de 2014, il devient ministre-président wallon. Paul Magnette est père de quatre enfants.

De l'estime pour Louis Michel

Quelques années avant de répondre à l'appel d'Elio Di Rupo, Paul Magnette avait été approché par Louis Michel. *« Il m'avait remis un prix et m'avait dit de passer le voir. Il a passé quatre heures à me parler de son engagement, de la politique. J'avais, et j'ai toujours d'ailleurs, beaucoup d'estime pour Louis Michel. La manière dont il a pris position dans le débat sur les réfugiés, son courage sur beaucoup de sujets pas faciles... Comme ministre, il a en outre essayé de redonner des principes à la politique étrangère belge au-delà de la simple realpolitik. Après une seconde rencontre, je lui ai dit : "Avec tout le respect et l'estime que j'ai pour vous, je suis de gauche, c'est impossible pour moi." »*

« La sérénité de Jean-Claude Marcourt »

« Avec Jean-Claude Marcourt, j'ai noué une relation. C'est quelqu'un d'une grande richesse intellectuelle, d'une grande culture, qui a un jugement d'une grande sérénité. Et c'est important en politique car on a souvent tendance à s'emballer. » Au cours des derniers moments, le ministre liégeois a pu toutefois apparaître moins serein. *« Il y a eu des attaques plus personnelles sur sa famille. C'est dans des moments comme ceux-là que l'on est le plus vulnérable. »*

« Laurette, une vice-Première exceptionnelle »

De son passage au sein du gouvernement fédéral, Paul Magnette a gardé beaucoup de respect pour Laurette Onkelinx : *« Je suis toujours fasciné et admiratif du travail extraordinaire qu'elle a fait. Elle a été une vice-Première exceptionnelle et je regrette pour elle qu'on n'en ait pas toujours la conscience. Ce petit bout de femme en imposait à des Verhofstadt, à des Reynders. Dans ce monde incroyablement viril et macho, Laurette avait et a toujours une crédibilité et une force extraordinaires. Elle a fait que le Parti socialiste pesait plus politiquement que son poids électoral grâce à sa force. »*

« Bart De Wever, un foutu caractère »

« C'est un homme intelligent. Et c'est un foutu caractère. La manière dont il traite la presse, sa police... Je crois qu'il est trop imbu de ses certitudes, du coup il se donne un profil tragique comme ça. Bien sûr, il faut tout faire pour éviter la N-VA, car elle est nationaliste et parce qu'elle est profondément de droite ; mais si un moment il n'y a pas moyen de faire une majorité, c'est la démocratie, voilà. Je ne préférerais pas avec la N-VA. Mais moi, je n'ai jamais dit "pas avec la N-VA". Dire ça puis y aller, comme le MR, quel est le poids d'une telle parole qui se pervertit et se prostitue comme celle-là ? »

Le PTB : « Entre 8 et 18 % »

Une alliance entre le PS et le PTB (qu'il pronostique en 8 et 18% en 2019) est-elle envisageable ? *« Cela me paraît quand même très compliqué. La question*

du rapport au pouvoir est fondamentale. Des partis vont au pouvoir car ça leur paraît naturel : les partis de droite, le pouvoir, c'est leur chose. Il y a des partis qui ont un rapport pathologique au pouvoir : pour Ecolo, c'est toujours très très compliqué, et le PTB est dans cette catégorie-là. Puis, il y a des partis comme le nôtre, qui oscillent entre les deux. »

l'argent

« Le problème, c'est qu'on a laissé faire »

Quand il arrive au gouvernement fédéral, en décembre 2007, Paul Magnette éprouve « un choc ». Parce qu'il découvre la Flandre. Et « le pouvoir de l'argent : être ministre de l'Energie offre le meilleur des points de vue sur toute l'économie belge car de l'énergie, il y en a partout. Donc, j'ai vu presque tout le monde économique, des PME et classes moyennes jusqu'aux grands patrons du Bel 20. C'est plus intéressant de savoir qui est administrateur ou qui détient tel groupe ; on comprend le pouvoir beaucoup mieux qu'en sachant si, avec les 3 voix de Défi, on va faire une majorité à la Communauté française. »

Mais la caricature qui circule est celle du socialiste qui aime l'argent et trahit ses valeurs...

L'argent est ce qu'il y a de plus corrompueur au monde, plus que le pouvoir, la religion, le sexe. C'est terrible. Et partout. Même quand il y avait des bagarres entre SDF ici à Charleroi, cela avait parfois comme origine l'argent. Dans les milieux les plus élevés, la fascination pour l'argent est présente également. Si en plus, vous en avez manqué, c'est encore plus terrible.

Vos parents, eux, ont renoncé à trop d'argent...

Oui, mais quand c'est volontaire, vous n'en souffrez pas. Je suis d'ailleurs resté très frugal : je n'aime que la cuisine de terroir et de bistrot, pas les grands restaurants étoilés ; je ne bois pas de grands vins, je préfère la bière au vin. Tout ça grâce à cette éducation. Mais lorsqu'on a grandi dans un milieu où, à côté de vous, les gens ont tout et que vous n'avez rien, la fascination pour l'argent est encore plus présente.

Quand vous lisez Aristote, Machiavel, Rousseau, vous vous rendez compte que cette question a traversé toute la philosophie politique. Le socialisme avait apprivoisé cette question à travers des mécanismes de contrôle interne, par les militants, extrêmement forts. Les élus devaient rendre des comptes et les prélèvements du parti sont toujours de 20 %. Mais, petit à petit, s'est construit un autre monde, un univers dans le-

quel la fascination pour l'argent est présente. Cette fascination touche tout le monde. Y compris des députés PS. Et les mêmes débats ont ou auront lieu chez Ecolo et au PTB.

On a quand même laissé faire certains...

Le vrai problème, c'est qu'on ait laissé faire, qu'on ait fermé les yeux. On a un système de rétrocession qui fait qu'on sait tout sur les élus : chacun a une fiche à remplir. Mais les non-élus, ou ceux qui sont élus mais ont à côté un mandat de non-élu, échappaient au contrôle. On doit centraliser beaucoup plus les contrôles. En revanche, on doit donner plus d'autonomie aux fédérations sur le plan idéologique, de leur organisation locale. Mais attention : il ne faut pas non plus baisser les salaires au point de dévaloriser la fonction publique.

Vous auriez donc agi autrement si vous aviez été président du PS ?

Peut-être pas autrement, mais dans une autre temporalité. Je comprends la sensibilité d'Elio Di Rupo à la présomption d'innocence, vu son parcours personnel. A certains moments, j'aurais peut-être été un peu plus brutal. Mais après coup, c'est facile à dire. ■

Propos recueillis par M.C., B.DX ET MA.D.

le coup de Lutgen « Je ne concevais pas qu'on soit capable d'un tel crime »

Comment avez-vous vécu le 19 juin, quand le président du CDH, Benoît Lutgen, rompt avec le PS ?

Je l'ai mal vécu humainement, car j'avais construit avec Benoît Lutgen une relation de confiance, pendant toutes les négociations de 2014. Presque amicales même. On s'envoyait des SMS, des petites blagues parfois. Pour moi, ce qui s'est passé, cela dépasse l'entendement. Je ne concevais pas qu'on soit capable d'un tel crime.

Il n'est pas le premier...

Comme cela, en cours de législature, si. C'est une forfaiture, une trahison. Et c'est très médiocre. Je savais qu'il en avait la tentation, mais je pensais qu'il n'allait pas le faire sans majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles. J'ai sous-estimé son sens de l'irresponsabilité. Il a vu la Wallonie comme une grosse commune dans laquelle on fait un changement d'alliance. Tout cela pour rien, car ils vont faire la même politique que la nôtre. Maxime Prévot l'a très mal vécu aussi, cela se lisait sur son visage. S'il a quitté le gouvernement pour Namur... D'ailleurs, beaucoup de CDH m'ont écrit : des personnalités très importantes, historiques et contemporaines. Elles m'ont dit combien elles trouvaient cela dégueulasse, médiocre. Qu'humainement, on soit capable de faire cela, c'est très violent. Et en plus sans sommation.

Vous dites quand même que vous aviez perçu des signaux ?

Oui, cela circulait parmi les parlementaires. Un jour, j'ai même

posé la question à Maxime Prévot. Mais cela me semblait si invraisemblable...

Vous avez aujourd'hui une vision très dure du CDH ?

Je ne mets pas tout le monde dans le même sac. J'ai une infinie estime pour Philippe Muystadt, carolo également. J'ai beaucoup de respect pour Joëlle Milquet. Il y a plein de gens au MOC avec qui je m'entends très bien. Ici à Charleroi, j'ai contré mon propre groupe pour garder les deux échelons CDH. Mais Benoît Lutgen...

La trahison vous n'acceptez pas ?

Pour moi, ce n'est pas possible. Quand j'ai dit que j'ai vraiment

« Je ne vois pas comment je pourrais retravailler un jour avec lui. Il y a des choses irréversibles »

hésité à quitter la politique, c'est vraiment vrai. Il y a des choses qu'on ne fait pas.

Et comme politologue, qu'en pensez-vous ?

Un crime comme cela reste rarement impuni. On verra... En tout cas, cette manœuvre du CDH, ce n'est probablement qu'une étape vers son absorption pure et simple par le MR. La démocratie-chrétienne étant très affaiblie, le vieux rêve de Louis Michel devient possible.

Vous ne ferez plus d'alliance avec Benoît Lutgen ?

A titre personnel, je ne vois pas comment je pourrais surmonter ce que j'estime être une trahison. Ce n'est pas seulement une trahison du PS, c'est une trahison personnelle. C'est moi qui ai négocié avec lui. C'est un accord que nous avons fait ensemble. Il m'a plus trahi moi qu'il n'a trahi Elio.

Pour que le PS retravaille avec le CDH, il faudra une nouvelle génération, d'autres CDH ?

Laissons-les retrouver leur boussole. Quand je les entends parler d'assistanat... Même la droite a abandonné cette rhétorique. Je n'ai pas dit le PS, mais moi, je ne vois pas comment il me serait un jour possible de retravailler avec Benoît Lutgen. Il y a des choses irréversibles. ■

Propos recueillis par
M.C., B.DX ET MA.D.

« Quand j'ai dit que j'ai vraiment hésité à quitter la politique, c'est vraiment vrai. Il y a des choses qu'on ne fait pas. » © P-Y THIENPONT

Le parti « Le PS n'est pas une religion, mais un engagement spirituel »

Dès ses années universitaires, « vers 1991-1992 », Paul Magnette s'engage en politique. Mais pas en droite

ligne au PS. « J'étais à l'ULB et je suis allé jeter un coup d'œil partout : chez les écologistes, les communistes, Alternative li-

bertaire auquel j'ai été abonné tout un temps. Je faisais de la politique d'une certaine manière, mais sans être affilié

à un parti.»

« Au tout début », il ne vote même pas socialiste : « J'ai voté Ecolo, j'ai voté communiste. J'ai un grand attachement pour une série de personnalités du PC, des gens que l'on fréquentait à travers mon père, d'anciens résistants, des gens qui avaient caché des Juifs. Mais le PC était à ce moment-là à 3 %, c'était devenu davantage un mouvement intellectuel d'une grande richesse. Un jour en rangeant mes livres, je suis tombé sur le programme politique du PC de 1988 : c'est le programme du PS des années 2000 : la semaine de 32 heures, la sortie du nucléaire, favoriser les transports en commun ou par péniches. »

Puis viennent les rencontres socialistes : « Au PS, j'ai retrouvé le grand élan populaire qui correspondait au milieu dans lequel j'avais grandi. Des gens qui disaient : "Je suis né dans le drapeau, je mourrai dans le drapeau". A Charleroi, dès que cinq personnes sont réunies, il y a au moins un militant socialiste dans les cinq ! Je ne dirais pas que le PS a le poids d'une religion ; mais il a le poids d'un engagement spirituel. C'est plus qu'un engagement politique. »

Mais c'est la carrière académique qu'embrasse Paul Magnette : professeur de science Po à l'ULB, directeur de l'Institut d'études européennes, chargé d'enseignement à l'IEP de Paris. Jusqu'au coup de fil d'Elio Di Rupo : « C'était le lendemain des élections du 10 juin 2007. Je lisais les résultats dans la presse. On s'attendait à un mauvais résultat, mais pas à ce point. Le téléphone sonne, c'était Elio, que je ne connaissais pas vraiment. Il m'a demandé de régler la crise à Charleroi, d'intervenir comme médiateur. Il est venu dans mon appartement, on a discuté pendant une bonne

heure. Il m'a dit que ce n'était pas plus possible, que Charleroi allait entraîner le PS vers le fond, qu'il fallait faire démissionner le collège, faire monter une nouvelle génération : « Tu es quartier libre. Règle la situation. S'il faut provoquer de nouvelles élections, on provoque de nouvelles élections ; s'il faut virer un tel ou tel, c'est possible. »

Cette mission ne vous a pas effrayé ?

Cela m'a fasciné. J'en ai parlé à l'époque à l'ensemble de mes amis : Laurent Zecchini, Eric Massin, Renaud Moens, qui m'ont tous dit : « Oui, tu dois y aller. Sinon, le PS carolo va mourir. Tu es carolo, tu es socialiste, tu es neutre, tu n'es dans aucune équipe. Donc, tu peux le faire. » Pendant trois semaines, on a travaillé presque jour et nuit pour essayer de convaincre les gens de démissionner. Finalement, on y est parvenu. Ensuite, je suis parti quelques jours en vacances et j'ai reçu un coup de fil d'Elio qui m'annonçait qu'il devait fuir un remaniement ministériel : « Cela t'intéresse de terminer la législature wallonne ? »

Pourquoi acceptez-vous ?

Je demande à ma mère (rires), je demande à ma compagne, qui me disent :

« Si tu n'y vas pas maintenant, tu vas le regretter. » Je me suis dit que de toute façon, ce serait de l'expérience. Dans mon esprit, à ce moment-là, c'était juste pour 18 mois, jusqu'au terme de la législature wallonne, pour rendre un service. Après, je comptais retourner à l'université. Mais cinq mois plus tard, nouveau coup de fil d'Elio. Il me dit qu'il y a un changement de casting au fédéral : « Est-ce que tu veux y aller ? On a un super-ministère : énergie-climat. »

C'est Elio Di Rupo qui vous amène en politique. Aujourd'hui, certains vous poussent à le remplacer...

Je n'aime pas le côté Brutus. Je pense que ce serait très mauvais pour le parti. On a vécu une fois cela : c'est l'épisode Spitaels-Glinne. Et cela a laissé des traces pendant 15 ans. Le MR l'a vécu avec Michel et Reynders. Et il y a toujours des traces aujourd'hui. Est-ce qu'il faut trahir ? Moi, je ne crois pas qu'il faille trahir.

C'est uniquement la trahison qui vous retient et les traces que cela pourrait laisser ?

Il y a un temps pour tout. Le temps, c'est très important en politique. Et donc, ce n'est pas le moment.

Pourquoi ?

Parce qu'il y a le chantier des idées, qu'on sort à peine du traumatisme Publifin. Dans la séquence politique qui va jusqu'à la fin de l'année, ce n'est pas le moment. Après, ce le sera peut-être. Après, peut-être à nouveau plus. En politique, il ne faut pas se tromper de moment. La vérité d'un instant n'est pas forcément la vérité de six mois ou un an après.

Mais traîner trop peut avoir des conséquences lourdes...

C'est cela. Je risque de devenir le prince Charles du PS ! Mais il vaut mieux être le prince Charles que Brutus ! Mais je n'ai pas envie de devenir le prince Charles non plus (rires).

Mais pour le parti aussi, cela pourrait avoir des conséquences ?

Si cela doit se faire, cela doit se faire de façon fraternelle. A la fois pour les relations interpersonnelles : ne pas trahir, c'est important. Mais au-delà, parce que le parti nous dépasse. De génération en génération, au PS, il y a la transmission d'un héritage. Et aller casser tout cela à un moment donné ? Cela créerait des fractures. Elio reste immensément populaire parmi les militants. Dix ans après, il y aurait encore des conflits.

Certains vous poussent à le faire...

Oui, j'ai reçu des centaines de messages de militants et autres. Mais voilà, j'ai beaucoup réfléchi, j'en ai parlé aussi avec Elio ouvertement. Mais je pense que ce n'était pas le moment. Je ne peux pas le dire autrement.

Mais dans un avenir pas si lointain, la passation se fera entre lui et vous ?

Pas la passation : un jour ou l'autre, la succession devra être ouverte. Il y aura peut-être plusieurs candidats. Et je serai évidemment candidat, peut-être pas dans dix ans, mais si un jour, dans les quelques années qui viennent, la succession est ouverte...

Pourquoi ?

Parce que plein de militants me l'ont demandé. Chaque fois que je vais dans des sections locales, dans des fédérations, des militants qui me disent : « Tu dois être le prochain président. » Mais qui ne disent pas : « Demain. » Et on ne peut pas décevoir. Il est difficile quand les gens vous le demandent, de répondre : « Non, je n'ai pas trop envie. » J'ai le sens du devoir. Et je pense que d'une certaine manière, refuser, c'est lâche.

Faut-il aller aux élections avec Elio Di

Rupo comme président ?

On verra. C'est une conversation à 10 ou 12 voix qui se tient en permanence. C'est à lui qu'appartient le choix.

Vous n'êtes plus ministre-président : le pouvoir va vous manquer ?

Le pouvoir politique au XXI^e siècle, ce n'est pas ce qu'on croit. Quand je suis devenu ministre-président, j'ai eu envie de tout bazarder, mais tout le monde, patrons, syndicats, monde associatif, m'a dit : « Ça fonctionne, continuez le plan Marshall, réussissez la 6^e réforme de l'Etat, assainissez les comptes sans faire d'austérité. » Personne ne nous a dit : il faut tout changer en Wallonie. Avec une certaine déception et humilité en même temps, je me suis dit : si tout le monde pense qu'il faut la continuité, c'est qu'ils ont raison. Par moments, on propose vraiment n'importe quoi pour proposer des réformes...

Ce n'est pas le discours du MR...

Je sais. On est dans un temps historique fasciné par le changement et la réforme. Mais réformer pour quoi ? Si ça marche bien, il ne faut pas réformer.

Et le chômage en Wallonie ?

Mais quelle est la réforme qui permettrait de faire en sorte que le chômage diminue en Wallonie ? Quand vous êtes ministre, 80 % de votre énergie est absorbée par des choses que vous n'aviez pas prévues. Comme le Ceta et Caterpillar l'an dernier. Et le dossier Caterpillar était une manière de démontrer qu'entre la résignation et l'illusion du pouvoir absolu, il y a une marge. Et pour moi, c'est ça le socialisme, le réformisme.

Et demain, vous serez où ?

Si je ne faisais que ce que j'ai vraiment envie, je serais encore bourgmestre de Charleroi quelques années, puis candidat aux élections européennes tout en reprenant quelques cours à l'ULB. Ce serait le parcours parfait. ■

Propos recueillis par
M.C., B.DX ET M.A.D.